



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

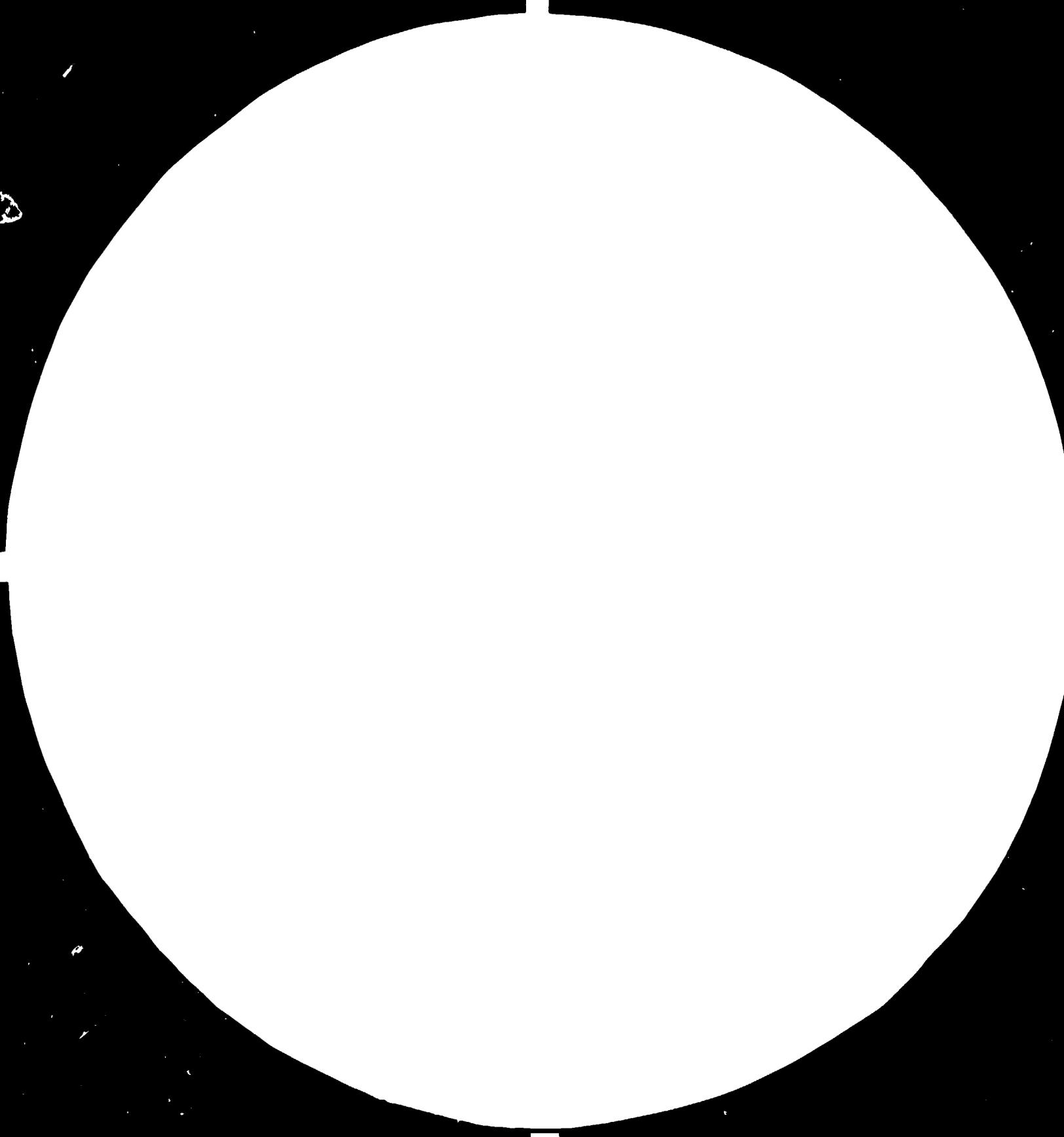
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





1.0 28

25



1.1



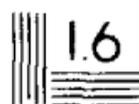
2.2



2.0



1.8



RESOLUTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS-1963-A

U.S. GOVERNMENT PRINTING OFFICE: 1963

50-10810-1

13512

Distr. RESTREINTE

UNIDO/IO/R.107
12 septembre 1983

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

FRANCAIS

SEMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA FORMATION INDUSTRIELLE
DANS LES PAYS AFRICAINS D'EXPRESSION PORTUGAISE

Notes explicatives

Sauf indication contraire, le terme "dollar" (\$) s'entend du dollar des Etats-Unis d'Amérique.

Les sigles suivants ont été utilisés dans le présent rapport

DNFQ	Département national de formation du personnel
CFP	Centre de formation professionnelle
ITPF	Institut technique de formation professionnelle
BIT	Bureau international du Travail
PIB	Produit interne brut
OIT	Organisation internationale du Travail
CIFEL	Compagnie industrielle de fonderie et de laminage

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

INTRODUCTION

Après des siècles de colonisation et de longues périodes de lutte, les cinq pays africains d'expression portugaise ont accédé à l'indépendance dans les années 70. Leurs industries présentent des niveaux de production et de productivité très bas, surtout à cause du manque de personnel qualifié et de cadres moyens et supérieurs.

Un des effets de l'indépendance à laquelle ont accédé les pays d'expression portugaise a été l'exode de personnel qualifié et de cadres moyens et supérieurs. Ces pays font actuellement de grands efforts pour venir à bout de ce handicap.

La formation ou le perfectionnement de la main-d'oeuvre industrielle nécessaire pour renforcer les potentiels industriels et favoriser le développement économique et social est un des objectifs prioritaires. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a organisé le Séminaire international sur la formation industrielle dans les pays africains d'expression portugaise en vue de donner aux responsables de la politique de développement du capital humain des cinq pays représentés la possibilité d'échanger expériences et informations et de leur permettre ainsi de surmonter le manque de personnel qualifié en général et de personnel hautement qualifié dans le secteur industriel en particulier.

La possibilité a été ainsi donnée aux responsables de l'Angola du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau, du Mozambique et de Sao Tomé-et-Principe de trouver eux-mêmes les moyens de créer les mécanismes et les structures visant à renforcer leurs efforts dans le domaine de la formation industrielle.

Les buts du séminaire étaient en particulier les suivants :

- Examiner les possibilités permettant d'acquérir les moyens ou d'établir les politiques pour résoudre le problème du manque de personnel qualifié;
- Stimuler le potentiel industriel et en même temps renforcer les bases du processus d'industrialisation par la formation et le perfectionnement du personnel industriel;

- Renforcer la coopération technique entre les pays en développement sur une base interrégionale.

Les résultats du séminaire devraient être une base efficace pour une politique de formation industrielle de la région débouchant sur une meilleure rentabilité des ressources existantes et sur une rapide amélioration des conditions du développement industriel.

TABLE DES MATIERES

Introduction

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
PREMIERE PARTIE - RAPPORT DE LA REUNION	
I. ORGANISATION DU SEMINAIRE	6
II. LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ANGOLA	7
III. LA REPUBLIQUE DU CAP-VERT	11
IV. LA REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU	17
V. LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU MOZAMBIQUE	21
VI. LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DE SAO TOME-ET-PRINCIPE	27
VII. CONCLUSIONS	31
DEUXIEME PARTIE - RESUMES DES DOCUMENTS NATIONAUX PRESENTEES A LA REUNION	
Angola	34
Cap-Vert	36
Guinée-Bissau	38
Mozambique	40
Sao Tomé-et-Principe	43

PREMIERE PARTIE - RAPPORT DU SEMINAIRE

I. ORGANISATION DU SEMINAIRE

Le séminaire s'est tenu du 19 au 24 octobre 1981 à Luanda (Angola) sous le patronage de l'ONUDI et du Ministère de l'industrie et de l'énergie angolais. Les pays participants étaient : la République du Cap-Vert, la République de Guinée-Bissau, la République populaire d'Angola, la République populaire du Mozambique, la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe. Le Brésil et le Portugal étaient invités, ainsi que les organisations suivantes : COMERINT (Italie), NORMA (Portugal) SWEDEC (Suède), SENAI (Brésil), ITP (Nigéria) INPED (Algérie) SEFP (République démocratique allemande) et l'Organisation internationale du Travail. Le nombre des participants était de 37. Le Ministre de l'industrie d'Angola a assuré la présidence d'honneur du séminaire tandis que les représentants du Mozambique et du Cap-Vert étaient élus rapporteurs.

Les représentants des cinq pays ont soumis des études relatives à leurs pays respectifs dont les résumés figurent dans la deuxième partie de ce rapport.

II. LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ANGOLA

Le second pays africain de langue portugaise le plus peuplé - environ 10 millions d'habitants - est l'Angola et sa population économiquement active représente 53 % de sa population totale.

Seuls 16 % de la force de travail nationale bénéficient de la formation dans le secteur industriel . Cette force de travail industrielle contribue pour 21 % au produit intérieur brut, alors que l'industrie manufacturière avec 231 unités de production n'y contribue que pour 3 %.

L'industrie de transformation emploie 39 400 personnes, soit 5,2 % du nombre total de cadres moyens et supérieurs.

Un autre secteur développé est celui de l'industrie minière qui emploie 21 000 travailleurs.

Après l'indépendance, en 1975, le secteur industriel a traversé une crise grave, par suite de l'exode des cadres moyens et supérieurs. La production baissa, la productivité et le travail furent désorganisés. Les difficultés d'approvisionnement en matières premières, accessoires et équipement augmentèrent les problèmes.

En vue de surmonter les difficultés existantes et pour appuyer la politique de développement industriel, le Ministère de l'industrie et de l'énergie a créé le Département national de formation du personnel (DNFQ), avec les objectifs suivants :

- Mettre sur pied un système de formation industrielle qui agisse en collaboration avec la formation scolaire;
- Etudier et coordonner un système de contrôle du personnel industriel;
- Stimuler la production industrielle en suggérant des méthodes d'organisation du travail et des techniques de production;
- Elaborer un programme destiné à l'amélioration des conditions de travail.

Potentiel et facteurs de développement industriel

Les priorités du Gouvernement angolais pour le développement industriel peuvent être classées comme suit :

- Industrie lourde : fourniture de biens de production, principalement pour l'agriculture;
- Industrie chimique de base.

On peut distinguer les sous-secteurs suivants : la sidérurgie, le génie civil, les réparations navales, l'industrie mécanique légère, la chimie (cellulose, pneus, batteries), l'assemblage de véhicules et la fabrication de câbles électriques et téléphoniques.

Dans l'industrie légère, les secteurs prioritaires sont : les textiles, la confection et la chaussure de cuir.

L'industrie pétrolière constitue cependant le principal facteur de développement du pays à cause de l'impact considérable qu'elle a sur les autres sous-secteurs industriels.

Les efforts de coopération pour le développement industriel de l'Angola, à travers l'ONUDI, sont principalement centrés sur les projets suivants :

- L'amélioration de l'efficacité des firmes industrielles;
- L'installation d'un centre d'entretien et de réparations;
- Un programme de réhabilitation et d'expansion de l'industrie alimentaire;
- L'assistance à la compagnie productrice de papier et de cellulose;
- La création d'un service d'information industrielle;
- Le développement de l'industrie métal-mécanique.

Les projets mentionnés ci-dessus comprennent dans leurs programmes respectifs la formation industrielle nécessaire à leur réalisation.

Education et formation industrielle

Le système éducatif angolais touche plus de 1,2 million de jeunes et il est divisé en trois sous-systèmes :

- L'enseignement de base (huit ans);
- L'enseignement technique professionnel (quatre ans);
- L'enseignement supérieur.

On estime à 25 000 environ (chiffres de 1977) le nombre de professeurs dans l'enseignement primaire; parmi ceux-ci, 7 % seulement ont les qualifications minimales requises pour la profession.

Du nombre total d'élèves dans l'enseignement, environ 120 000 appartiennent à l'enseignement secondaire et 1 200 à l'enseignement supérieur.

Il existe aussi des déficiences qualitatives et quantitatives chez les professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur.

Pour la formation professionnelle de niveau moyen, la politique éducative est en train de créer des instituts polytechniques.

La formation industrielle pour le développement sectoriel en Angola est la plus remarquable de tous les pays africains de langue portugaise.

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie a créé le Département national pour la formation du personnel (DNFQ) et peut ainsi compter sur d'innombrables expériences pédagogiques et sur l'installation effective de plusieurs centres de formation professionnelle qui fonctionnent normalement. Beaucoup de ces centres peuvent être considérés comme des centres de maîtrise et comme tels peuvent être intégrés au schéma de coopération interrégionale.

Depuis sa création le DNFQ a agi suivant trois modalités :

- La formation industrielle dans l'entreprise;
- La formation professionnelle dans des centres de formation professionnelle (CPF);
- La formation didactique dans des entreprises et à l'étranger
- Sept centres fonctionnent pour le moment :
- Administration de base à Luanda;
- DIAMANG, rattaché à une firme d'extraction de diamants;
- SOREFAME, rattaché au chantier naval de SOREFAME
- TEXTIL, rattaché à une usine textile de Luanda
- PETROLIFERO, rattaché à l'entreprise d'Etat de pétrole

- TORNEIROS, rattaché à une entreprise d'entretien industriel
- COSTURA, de Luanda.

Le CFP des arts graphiques et l'Ecole de boulangerie en sont tous deux au stade final d'installation et de construction à Luanda.

Les projets futurs concernant de nouveaux centres de formation professionnelle sont les suivants :

- Centre d'imprimerie didactique (en construction);
- Ecole provinciale du sucre (en restructuration);
- Ecole professionnelle pour l'industrie du carton et du papier;
- Centre Fadario Muteka (en cours de restructuration);
- Centre d'électronique.

La formation pédagogique pour le personnel enseignant des centres a été assurée en Angola et à l'étranger grâce à la coopération internationale, principalement du Brésil et de l'Italie.

En vue d'accélérer la formation du personnel technique, administratif et pédagogique, le DNFQ a l'intention de créer un centre de développement du personnel et cela à terme relativement court.

Au cours des trois dernières années (1978, 1979, 1980), les centres en fonctionnement ont donné 153 cours et reçu 2 985 stagiaires. La formation sur les lieux du travail est assez développée, comme le montrent les opérations du DNFQ. Au cours de ces années, 116 cours ont été organisés dans de nombreuses spécialités pour 1 899 stagiaires. Cinquante-six entreprises du secteur alimentaire, 37 entreprises de l'industrie légère et 75 de l'industrie lourde ont bénéficié de ce programme.

En vue d'appuyer les activités de formation dans les entreprises et dans les centres de formation professionnelle, le DNFQ a assuré la formation d'instructeurs et d'agents didactiques dans le pays et à l'étranger (43 instructeurs en 1979 et 113 en 1980).

L'emploi et la formation à long et à court terme

Etant donné la complexité du parc industriel de l'Angola, le Ministère de l'industrie et de l'énergie doit faire faire une étude concernant les besoins en formation de main-d'oeuvre pour les projets de développement futurs.

III. LA REPUBLIQUE DU CAP-VERT

La République du Cap-Vert, archipel formé de 10 îles dans l'Océan atlantique, a une superficie de 4 033 km² limités par 200 milles d'eaux territoriales avec une zone de pêche de près de 600 000 km². Le Cap-Vert se trouve dans la zone sahélienne. Les précipitations, concentrées en août et septembre, sont irrégulières. La structure industrielle du Cap-Vert est pratiquement inexistante. La participation du centre industriel au produit intérieur brut (PIB) représente 10 % et ce centre emploie à peu près 3 % de la population économiquement active. Le taux général d'analphabétisme est d'environ 50 % et le niveau de formation professionnelle et technique est très insuffisant.

Il existe cependant une base pour une formation industrielle extra-scolaire; en effet, le niveau de scolarité de la population âgée de moins de 30 ans est élevé. Le taux moyen et apparent de scolarité de la population âgée de 7 à 14 ans atteint 95 %.

La stratégie de développement à appliquer durant les deux prochaines décennies en vue d'assurer la reconstruction nationale est centrée sur trois objectifs principaux parmi lesquels il faut détacher la création d'une force de travail qualifiée, et ce à une grande échelle.

Il y a 640 boursiers à l'extérieur du pays, 35 % de niveau moyen et 65 % de niveau supérieur.

Le très petit nombre de cadres moyens et supérieurs constitue un obstacle sérieux au développement du pays. Cette situation oblige fréquemment le personnel à accomplir des tâches diverses.

Il ressort d'un dénombrement réalisé en 1979 que le Cap-Vert compte environ 180 techniciens nationaux (et autant d'étrangers), et la moitié d'entre eux travaillent dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Les cadres et le personnel technique supérieur représentent 4 %, le personnel technique moyen seulement 3 %, et le personnel hautement qualifié 6,3 % du nombre total d'employés.

Le recensement de 1980 a fourni les chiffres suivants :

Population résidente : 269 093

Population économiquement active (15-64 ans) : 140 000

Force de travail : 90 000

La répartition de l'emploi permanent dans le secteur industriel par rapport au total de l'emploi est la suivante :

	<u>En %</u>
Industries minières	1,1
Industries manufacturières	5,5
Génie civil	0,9
Production et distribution d'eau et d'énergie	1,1

Les carences de cadres et techniciens de haut niveau les plus graves et les plus urgentes dans le domaine industriel se font sentir dans les professions suivantes : ingénieurs-mécaniciens, architectes, ingénieurs électro-mécaniciens et ingénieurs des télécommunications.

L'allocation de bourses d'étude pour le personnel moyen et supérieur à l'étranger se fait sur des bases discutables et il devient essentiel d'implanter et de coordonner un système souple de formation professionnelle extra-scolaire.

Il faut souligner le fait que près de 80 % des investissements industriels seront concentrés au cours des prochaines années sur le projet de chantier naval de Sao Vicente.

Potentiel et facteurs de développement industriel

Les principaux facteurs de développement industriel sont les suivants :

- L'existence de ressources utilisables à des fins industrielles (ressources marines, matériaux de construction et énergie non conventionnels);

- Des possibilités d'augmenter le marché par la coopération régionale et l'installation d'unités destinées à l'exportation (construction et réparations navale, transformation des produits de la pêche, matériaux de construction, mécanique, imprimerie, chimie et parachimie).

Les projets suivants sont au stade initial ou décisif :

- Industrie minière (1)
- Manufactures (8)
- Production et distribution d'énergie (6)

Pour 1985, 27 nouveaux projets dans l'industrie manufacturière seront mis en route.

Si l'on considère que l'industrie de la pêche revêt une grande importance économique, il faut souligner que les initiatives suivantes vont être prises dans le domaine de la formation industrielle :

- Cours sur les nouvelles techniques de pêche artisanale;
- Préparation à l'étranger de 15 pêcheurs destinés à la pêche industrielle;
- Formation de spécialistes en réfrigération pour les entrepôts existants;
- Préparation à l'étranger de huit économistes et de quatre techniciens en pêche industrielle.

Les marchés intérieurs et extérieurs

Plusieurs entreprises de production fonctionnent déjà au niveau du marché intérieur :

- Production de farine de blé;
- Confection de pantalons, chemises et uniformes militaires;
- Production de tuiles et de briques;
- Production de fibres de verre à usage domestique et de la construction civile;

- Fabrication de chaussures;
- Traitement du lait;
- Petite usine de réparation de bateaux

Le gouvernement s'intéresse à l'installation d'une grande usine de construction et de réparation de bateaux, surtout pour satisfaire aux exigences du marché extérieur. Il faudra former 18 cadres supérieurs à l'étranger pour ce projet, en plus du personnel local. L'usine de chemises et de pantalons exporte déjà vers l'Angola.

La formation industrielle

En ce qui concerne la formation industrielle, il faut mentionner l'Ecole technique de Mindelo; elle forme 200 étudiants par an et doit être réorganisée; elle peut être utilisée comme centre interrégional de maîtrise.

Le Gouvernement du Cap-Vert compte sur un projet du BIT pour coordonner les activités de formation industrielle; ce projet est destiné à créer un institut pour la formation professionnelle.

Cet institut constituera un instrument flexible pour la planification et la coordination de la formation professionnelle, qui pourra se développer dans les trois directions principales suivantes :

- Formation accélérée des adultes et centres polyvalents (4 à 6 mois);
- Formation et perfectionnement professionnels dans des centres spécialisés (6 à 12 mois);
- Formation et perfectionnement dans des entreprises et des centres de formation d'entreprises.

Une formation extra-scolaire de haut niveau sera obtenue grâce à des projets réalisés à l'étranger durant la première phase de développement.

Les objectifs spécifiques de l'Institut de formation professionnelle seront les suivants :

- Programmer, coordonner, appuyer et développer les opérations de formation professionnelle;
- Promouvoir, exécuter et accomplir des activités qui comblent les lacunes dans le domaine de la formation professionnelle;
- Tenir à jour l'inventaire et contrôler l'utilisation des installations, équipements et autres instruments rattachés à la formation professionnelle;
- Créer une équipe d'instructeurs et organiser leurs activités;
- Promouvoir l'apprentissage et le passage à la vie active;
- Administrer, contrôler et évaluer l'usage des bourses de perfectionnement pour les travailleurs, les instructeurs et le personnel de niveau moyen.

Dans le cadre du programme d'éducation professionnelle, l'implantation d'une école professionnelle à Praia est à l'étude.

Emploi et formation à court et long termes

Neuf mille neuf cents nouveaux emplois industriels devront être créés au cours des années 80 (2 940 jusqu'en 1985).

On estime à 25 000 le nombre d'emplois qui pourraient être créés par l'industrie jusqu'en l'an 2000, dont 60 % rattachés à l'exportation.

A long terme la formation se fera surtout au bénéfice des industries mécaniques, électriques et électro-mécaniques. La pêche industrielle et les industries agro-alimentaires devront fournir environ 7 500 postes de travail pour l'an 2000.

Le secteur des matériaux de construction devrait aussi atteindre un haut niveau de développement.

Pour satisfaire à cette demande de main-d'oeuvre qualifiée dans le secteur industriel et dans les autres secteurs de l'économie, il faudra former le personnel suivant dans les 20 années à venir :

3 100 (?) cadres et techniciens de niveau supérieur;
6 400 techniciens de niveau moyen;
18 800 ouvriers qualifiés et hautement qualifiés;
31 900 ouvriers semi-qualifiés.

Pour répondre à cette demande, il faudra appliquer des méthodes flexibles et intensives, notamment la formation extra-scolaire.

Cependant, la coopération internationale sera nécessaire pour atteindre ces objectifs si l'on considère les cours supérieurs de formation industrielle.

IV. LA REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

La République de Guinée Bissau est avant tout un pays non industrialisé. La base de l'économie est constituée par le monde rural, lequel occupe plus de 90 % de la population économiquement active.

Puisque l'agriculture constitue la base et l'industrie l'élément de développement, on a défini certains secteurs prioritaires; il faut entre autres;

- Assurer l'entrée régulière de devises par le développement du secteur de l'agriculture et de l'élevage destiné à l'exportation et les industries de la pêche et du travail du bois;
- Développer l'industrie des biens de production pour l'agriculture;
- Développer l'industrie des biens de consommation populaire.

On peut distinguer les groupes ou secteurs industriels les plus importants suivants :

- L'industrie électro-mécanique;
- L'agro-industrie pour l'exportation et la consommation intérieure;
- L'industrie du génie civil;
- L'industrie de l'emballage;
- L'industrie de la pêche;
- L'industrie du bois.

La première conclusion est que le parc industriel existant est sous-employé. Il fonctionne en général à moins de 30 % de sa capacité. D'autre part, l'industrie se développe à un rythme bien plus rapide que la capacité nationale d'organisation, d'administration et d'utilisation, et cela faute de cadres et de main-d'oeuvre qualifiée.

Il existe de grandes difficultés dans les secteurs de la manutention, de la fourniture de pièces de rechange, du transport, de la commercialisation et de la gestion d'entreprises.

Le gouvernement est préoccupé de ne pouvoir créer des "flots" technologiques hautement sophistiqués et ceci est en désaccord total avec la réalité nationale.

Potentiel et facteurs de développement industriel

Dans le secteur dit "moderne" qui comprend les firmes industrielles, la tendance principale est d'assurer la récupération, la consolidation et l'entretien de l'équipement existant et la création d'une infrastructure des ressources humaines capable de rendre cet équipement productif.

En fait, on est précisément en train d'essayer de réduire le rythme d'expansion et de se concentrer sur des programmes concernant la fourniture de pièces de rechange, la formation de cadres et de main-d'oeuvre qualifiée, la création d'un système de réparation et d'entretien et l'organisation d'un système de contrôle et de comptabilité.

La Guinée-Bissau compte actuellement 350 projets en cours. La gestion d'un tel nombre de projets cause des problèmes évidents en ce qui concerne l'intégration au niveau national, et ce à cause de la pénurie de personnel national.

En vue de réduire les problèmes sectoriels, le gouvernement prévoit un programme d'assistance inter-sectorielle centré sur l'assistance technique pour assurer la manutention du parc industriel.

L'on peut détacher les projets industriels suivants :

- Développement de l'énergie électrique et organisation d'un organisme national de l'eau et de l'électricité;
- Développement des services techniques et opérationnels pour l'aviation civile.

Tous les projets prévoient diverses phases de préparation de la main-d'oeuvre qualifiée et la formation de cadres moyens et supérieurs.

Education et formation industrielle

Il y a eu, après l'indépendance, une réforme du système d'éducation basée sur les principes fondamentaux suivants :

- Education des adultes;
- Nivellement pré-scolaire entre personnes d'origines socio-économiques différentes;
- Formation professionnelle.

Le système d'enseignement comporte trois niveaux :

- Un enseignement de base (six ans);
- Un enseignement secondaire, correspondant à un enseignement général polyvalent (cinq ans);
- Un enseignement moyen polytechnique.

L'enseignement professionnel hérité de l'époque coloniale comprenait une école de commerce et d'industrie qui disparut pour faire place à l'Institut technique de formation professionnelle (ITFP). Il utilise un ensemble de 14 bâtiments répartis sur un grand terrain (une ancienne caserne), à quelques kilomètres de Bissau et on peut considérer que l'ITFP constitue l'unique centre de maîtrise du pays. Après avoir reçu de nouveaux équipements pour une valeur de 1,3 million de dollars, il pourra faire face aux besoins nationaux et servir de centre interrégional.

L'institut fonctionne comme un organisme autonome sous tutelle technique et administrative du Ministère de l'éducation nationale.

L'institut dépend pour son expansion d'un projet de l'OIT et le personnel enseignant et administratif comprend pour l'instant 19 instructeurs nationaux et plus de 20 coopérants étrangers.

Objectifs de l'institut

A long terme, l'institut doit être un organisme qui fournisse idées, expériences et assistance pour une politique nationale de formation technique et professionnelle.

Les objectifs à court terme pour la première phase - jusqu'en 1985 - sont les suivants :

- Pouvoir, après formation, disposer d'homologues capables de continuer le travail du personnel international après son départ;
- Pouvoir, après formation pédagogique et perfectionnement technique, disposer des instructeurs nécessaires pour mener à bien des opérations de formation dans les divers secteurs;
- Préparer du personnel dans les secteurs suivants : mécanique générale, mécanique automobile, électricité, génie civil, soudure, réfrigération, commerce et secrétariat, secteur rural.

Il y a pour le moment 201 étudiants inscrits (85 en mécanique générale et 116 en génie civil).

Les activités de formation fournies par l'ITFP sont les suivantes :

- Un apprentissage pour les jeunes, qui mettra le point final à l'enseignement de base et durera trois ans;
- Des cours de formation pour adultes;
- Des cours de perfectionnement pour les travailleurs adultes;
- Des cours de formation pédagogique et de perfectionnement technique pour les instructeurs de l'institut.

La formation à l'extérieur

Le fait qu'il n'existe pas de cours de niveau supérieur et de niveau technique moyen en Guinée-Bissau oblige le gouvernement à envoyer un grand nombre de boursiers à l'étranger.

En 1980, 1 180 boursiers ont étudié dans 20 pays différents. Sur ce nombre, 214 boursiers venaient du secteur industriel, 149 suivaient des cours supérieurs, 75 suivaient des cours moyens et 10 des cours accélérés de formation professionnelle.

V. LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU MOZAMBIQUE

Avec une population estimée à 12 millions d'habitants, dont 53 % représentent la population économiquement active, le Mozambique possède le parc industriel le plus développé des pays africains de langue portugaise. La force de travail opérative du parc industriel se monte à 18 % du total et contribue à former 16 % du PIB.

De ces 16 %, 9 % sont fournis par l'industrie manufacturière, ce qui montre la position relativement favorable de l'industrie mozambicaine.

Avec des industries très diversifiées, le secteur de la manufacture emploie environ 600 000 personnes, dont 129 000 (soit 1/5) sont rattachées au Ministère de l'industrie et de l'énergie, en raison de la structure du gouvernement.

Le nombre d'unités de production du secteur est de 681. De même que dans les autres pays de la région, le grand facteur d'obstruction du développement industriel est l'absence de cadres moyens et supérieurs qui ont émigré après l'accès à l'indépendance du pays et comptaient plus de 300 000 personnes.

Le niveau d'instruction de la main-d'oeuvre industrielle est le suivant :

	<u>En %</u>
Analphabètes	24
Entre la 2ème et la 8ème année	75,36
Niveau de base (9ème année)	0,5
Niveau moyen	0,08
Niveau supérieur	0,06

Plus de 20 % des activités industrielles sont concentrés dans la province de Maputo. Les priorités du pays se situent par ordre d'importance dans les sous-secteurs suivants :

- Industrie de base pour la production (industries du fer, de l'acier, de l'aluminium et constructions métallo-mécaniques lourdes);
- Energie, pétrole, mines et géologie;

- Industrie des biens de consommation destinés à la population;
- Produits destinés à l'exportation;
- Autres produits.

Cependant, en ce qui concerne le fonctionnement du parc industriel existant, les plus grands problèmes sont le manque de pièces de rechange, l'absence d'un programme effectif de réparation et d'entretien, qui s'ajoutent aux difficultés d'obtenir de la main-d'oeuvre qualifiée et des cadres.

Potentiel et facteurs de développement industriel

En accord avec le plan prospectif indicatif pour les années 80, le Gouvernement mozambicain a l'intention de donner une impulsion importante au développement industriel. Les objectifs principaux du plan décennal sont les suivants :

- L'élévation du niveau socio-économique rural;
La création d'une industrie lourde de base (fer, acier/aluminium);
- L'expansion des prospections et de l'exploitation minière;
- La stimulation de l'exportation dans l'industrie de la pêche, de la noix d'acajou, du ciment, du charbon et du tantale;
- Le développement de l'industrie et de la consommation de la population.

Si l'on tient compte des 30 % d'augmentation de la population au cours de la décennie, il est à conseiller que le secteur industriel des biens de consommation augmente d'un taux légèrement plus élevé.

A cet effet, il faut multiplier la production des secteurs suivants par les facteurs suivants :

Chaussures	:	4
Vêtements	:	10
Textiles	:	4
Huiles et savons	:	4

La force de travail devrait être multipliée par 1,9 pour pouvoir achever les projets de développement prévus jusqu'en 1990 (il y a plus de 210 000 travailleurs dans le secteur).

Il faudra fournir des efforts considérables de formation afin d'arriver à ce but, spécialement si l'on tient compte de la préparation des cadres moyens et supérieurs.

La coopération que l'ONUDI accorde au Gouvernement mozambicain a déjà permis une analyse des secteurs suivants en vue des projets futurs : métallurgie et sidérurgie, textile, confection-vêtements, sel, pâte à papier, produits pharmaceutiques, bois et agro-industrie, alimentation et agro-industrie, matériaux de construction, cuirs et chaussures, produits chimiques et engrais, formation et préparation industrielle.

Plusieurs projets ont déjà été réalisés ou sont en cours de réalisation, ou d'étude.

Projets réalisés

- Consultation pour l'industrie textile et la confection;
- Consultation pour l'industrie de la chaussure;
- Programme de développement industriel pour l'agro-industrie, le bois et les meubles, les matériaux de construction, le charbon et les hydro-carbones;
- Assistance technique à la Compagnie industrielle de fonderie et de laminage (CIFEL).

Projets en cours d'exécution

- Production de sel pour la réhydratation;
- Recherche de matériaux de construction;
- Assistance pour la production de céramique et de chaux (petites entreprises);
- Assistance technique pour l'implantation d'une industrie d'aluminium;
- Missions techniques pour la consultation dans les sous-secteurs du fer et de l'acier;
- Poursuite de l'assistance à CIFEL.

Projets proposés

- Mise en place d'un plan pilote pour la production de produits pharmaceutiques;

- Etude technique et économique pour le secteur des produits métalliques;
- Développement de l'usine TEXLOM (textiles);
- Développement de l'usine SABRINA (vêtements);
- Aide à l'industrie du sel;
- Aide à l'industrie du papier;
- Développement de la recherche technologique dans le sous-secteur de la métallurgie;
- Développement et emploi du bois dans le génie civil;
- Industrialisation des minerais de titane ferreux;
- Mise en place d'une usine de produits pharmaceutiques (HECOGENIN)

Il faut mentionner un grand projet dont le début est prévu pour 1982. Il comprend le développement du capital humain pour le secteur industriel et est estimé à 2 340 000 dollars. Ce projet qui durera trois ans aura les objectifs suivants :

- Aider et renforcer la Direction nationale pour le capital humain du Ministère de l'industrie et de l'énergie en établissant les besoins en formation en accord avec les priorités des sous-secteurs;
- Formuler et organiser l'instauration d'un schéma adéquat pour la formation de personnel;
- Préparer et développer une méthodologie pour la formation de superviseurs et d'instructeurs;
- Formuler et développer des programmes spécifiques de formation et de préparation pour un grand nombre de travailleurs analphabètes;
- Aider la Direction nationale pour les ressources humaines à l'intégration et la coordination des activités impliquées dans la coopération bilatérale avec les organismes internationaux, les agences de formation professionnelle et autres sources.

Outre ces projets spécifiques, tous les autres projets comportent des éléments de formation professionnelle dont la valeur dans certains cas atteint 40 % de la valeur totale des projets.

Etant donné l'amplitude des projets, il est impossible, à ce stade, de mesurer les besoins en ce qui concerne la formation et le perfectionnement du personnel à moyen et long termes.

Education et formation industrielle

Le système éducatif du Mozambique a gardé les structures héritées de l'époque coloniale. La formation scolaire est assurée comme suit :

Enseignement primaire	:	4 ans
Enseignement secondaire	:	5 ans
Enseignement moyen ou pré-universitaire	:	2 ans
Enseignement supérieur	:	5 ans

Le système éducatif possède diverses écoles techniques professionnelles et des instituts moyens dans les domaines de l'électricité générale, de la chimie, l'élevage et l'électronique et la durée des cours est de trois ans.

Pour former des ouvriers qualifiés, il existe des écoles des arts et métiers destinées aux candidats ayant fait quatre ans d'école primaire. La durée des cours est de deux ans. Le système éducatif compte 21 700 enseignants.

En dépit de la valeur de l'industrie du Mozambique, la formation industrielle et la préparation en sont encore au stade de l'organisation.

Outre la main-d'oeuvre industrielle formée par les écoles techniques et les instituts moyens, on accorde beaucoup d'importance aux centres de formation professionnelle rattachés à des entreprises.

Des centres de formation professionnelle fonctionnent dans les entreprises suivantes ou y sont rattachés :

- L'électricité du Mozambique;
- Le centre administratif des boissons SOGERE;
- L'industrie sucrière;
- L'industrie minière;
- Entreprise pétrolière (raffinerie)

- Entreprise de géologie;
- Réparation navale (ville de Beira)

De nouveaux centres sont prévus dans les sous-secteurs suivants :

- Textiles;
- Mobilier et bois;
- Industrie navale (ville de Maputo);
- Ciment;
- Construction mécanique.

Il faut noter le Centre d'électricité du Mozambique en tant que centre de maîtrise; il fonctionne bien actuellement et quand il sera installé dans de nouveaux bâtiments, il constituera certainement la meilleure option pour une coopération interrégionale dans le sous-secteur de l'électricité.

Lorsque le Centre administratif des boissons aura réalisé son projet d'expansion, il pourra aussi être considéré comme centre de maîtrise pour la région.

Il faut souligner le fait que la préparation des instructeurs, des moniteurs et d'autres activités liées à la formation industrielle sont en cours d'étude.

Il est prévu que le projet 1982 de l'ONUDI pour le développement des ressources humaines commencera par la préparation des instructeurs pour un développement industriel à grande échelle.

VI. LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DE SAO TOME-ET-PRINCIPE

La République démocratique de Sao Tomé-et-Principe est un pays essentiellement agricole et son économie repose sur la production du cacao, du café et du copra.

A cause du manque de statistiques, il est difficile de présenter des chiffres plus précis concernant la situation de l'emploi. On peut dire que la population économiquement active est d'environ 42 000 personnes, dont la grande majorité (estimée à 78 %) travaille dans le secteur primaire de l'économie.

Le secteur industriel est très peu développé.

Il y a environ 25 entreprises (unités de production) réparties comme suit : industrie du bois, ateliers mécaniques, boulangeries, usine de réfrigération, usine de plastiques, distillerie et brasserie.

D'après les chiffres obtenus en 1979 ces usines emploient environ 3 000 personnes, soit à peine 7 % de la population économiquement active. La brasserie CETO emploie le plus grand nombre de personnes avec 64 employés, dont seules quatre sont qualifiées.

Le seul chantier naval existant emploie 13 personnes; la distillerie et l'usine de plastiques 17 personnes.

Une usine de salaison et de séchage de poisson ne fonctionne pas à cause du manque de matières premières.

Comme dans les autres pays de la région, le manque de cadres et l'insuffisance des structures administratives et productives constituent le principal obstacle au développement industriel.

Potentiel et facteurs de développement industriel

On peut estimer que le développement industriel se fera dans trois secteurs :

- La réparation et l'entretien de l'équipement existant;

- L'industrie minière;
- L'industrie de transformation.

Le secteur de la réparation et de l'entretien est celui qui semble offrir le plus grand nombre d'emplois dans l'immédiat.

On peut subdiviser ce secteur en sous-secteurs : réfrigération et climatisation; matériel de bureau; canalisations, soudure, etc.

Pour surmonter ces difficultés, on a l'intention de créer un réseau national de réparations et ce projet est considéré comme le plus important pour le secteur. Ce réseau comprendra un bureau central à Sao Tomé et quatre bureaux régionaux.

En ce qui concerne le secteur des industries minières, il faut mentionner les sous-secteurs des eaux minérales, du sel marin, et des matériaux pour le génie civil.

Un projet en cours prévoit l'installation d'une usine de céramique pour la production de tuiles, de briques et d'objets en céramique à usage domestique.

Quant à l'industrie de transformation, elle repose sur les produits agricoles, la pêche et la sylviculture.

Les projets industriels à l'étude - tous de petites dimensions - sont les suivants :

- La modernisation et le développement de la production de sel;
- L'expansion de la brasserie existante;
- Une usine d'eau minérale;
- L'expansion de l'usine de plastiques;
- Une usine de beurre et de poudre de cacao;
- Une usine de jus de fruits;
- Une usine d'aliments pour le bétail;
- Une usine pour l'industrialisation du bois;
- La pêche maritime.

Si l'on considère les projets existants (écoles, industries, bureaux, etc.), on peut s'attendre à ce que le génie civil construise ces infrastructures sur 40 000 m² dans une période de cinq ans maximum.

Education et formation industrielle

L'enseignement est structuré comme suit :

Enseignement primaire	4 ans
Cycle préparatoire	2 ans
Cycle secondaire	5 ans

Il n'y a pas d'enseignement supérieur.

Il y avait, en 1979, 18 000 élèves inscrits et 3 500 pour le cycle préparatoire. L'enseignement secondaire est dispensé dans l'unique lycée et compte environ 2 000 élèves par an.

En ce qui concerne la formation industrielle, il existe deux établissements : l'Ecole technique et l'Ecole des arts et métiers. Tous deux fonctionnent d'une façon précaire à cause du manque d'équipement et de personnel spécialisé.

L'école technique, dont les bâtiments sont en très bon état, dispense les cours suivants : mécanique générale; électricité; commerce; formation domestique.

Il y a environ 300 élèves inscrits et seulement quatre professeurs pour l'enseignement technique : deux nationaux et deux coopérants.

L'Ecole des arts et métiers offre une formation d'un an et demi, plus une spécialisation en mécanique et en électricité, et il y a environ 40 élèves inscrits.

A cause des difficultés de formation scolaire, la préparation du personnel destiné au secteur industriel est effectuée de manière pratique sur les lieux mêmes du travail.

En pratique, dans toutes les usines de production existantes, les apprentis sont formés sans méthode spéciale puisque les ouvriers n'ont pas de formation pédagogique et que leur niveau professionnel est bas.

Le Fonds européen de développement étudie un projet de centre industriel dont l'objectif serait de couvrir les besoins actuels et futurs des industries en ce qui concerne l'entretien et la réparation.

Dans ce but, le centre offrira les services suivants :

- La réparation et l'entretien des équipements et des installations mécaniques et électriques;
- La fourniture et le stockage des pièces de rechange;
- Une assistance technique et consultative;
- La formation de personnel spécialisé.

Quand il fonctionnera, ce centre pourra servir de centre régional pour d'autres pays; en effet, le projet prévoit un internat.

La formation dispensée servira à fournir des ouvriers qualifiés, des contremaîtres et des cadres moyens.

Les besoins d'ouvriers qualifiés et de cadres moyens pour le secteur de la mécanique sont difficiles à établir, mais il semble que le nombre de personnes qu'il faille former à court terme soit de 35.

Quand au génie civil, il rencontre les mêmes difficultés et ses besoins sont estimés à 50 personnes.

On n'a pas pu obtenir de chiffres concernant les besoins de préparation de personnel dans les autres secteurs.

VII. CONCLUSIONS

Les participants au séminaire ont constaté durant les discussions qu'il y avait plusieurs points communs dans le domaine de la formation industrielle entre les pays représentés. En fait, la main-d'oeuvre industrielle est caractérisée en général par la carence de personnel qualifié et l'insuffisance d'infrastructures capables de satisfaire de façon adéquate les besoins réels des cinq pays africains d'expression officielle portugaise.

Les participants à ce séminaire se sont donc mis d'accord sur les points suivants :

- Etablir une politique au niveau du gouvernement des cinq pays africains d'expression portugaise pour définir les responsabilités dans le domaine de la formation industrielle;
- Créer des mécanismes qui facilitent le développement de la formation industrielle;
- Développer des activités qui permettent de :
 - . Concrétiser la décision d'éliminer l'analphabétisme;
 - . Favoriser les échanges d'expérience;
 - . Etablir un système d'investigations pour définir les activités prioritaires dans le secteur industriel;
 - . Procéder à un relevé des nécessités de formation industrielle de chaque pays quant à la formation de cadres, d'équipements, de zones communes et prioritaires de développement, des infrastructures de formation existantes (et leur utilisation), et celles qui sont prévues. Cette étude comprendrait une analyse du parc industriel et du potentiel économique de ces pays;

- . Mettre en place des programmes concrets qui permettent de prendre immédiatement des mesures urgentes et importantes en matière de formation industrielle, en accordant la priorité aux métiers universels ou fondamentaux et à la mise en route d'une étude visant à faciliter l'élaboration d'une terminologie commune dans le domaine de la formation industrielle;
- . Accorder une attention toute spéciale à la formation dans les secteurs de l'économie, de la finance et de la planification, en plus de la formation prévue dans les secteurs techniques spécifiques;
- . Nommer une commission formée des représentants de chaque pays, qui suivront continuellement de près le travail du consultant des Nations Unies et qui étudieront et feront l'inventaire des possibilités de formation industrielle existant dans les cinq pays. Cette consultation devra se dérouler dans une période maximum de six mois et il faudra ensuite tenir une réunion entre tous les représentants et le consultant. Cette rencontre devra avoir un niveau de décision qui permette d'établir toute la perspective future de la coopération entre ces pays dans le domaine de la formation industrielle et l'implantation de centres de formation communs;
- . Etudier le meilleur moyen de créer des centres de documentation dans les cinq pays en utilisant l'expérience existant dans ce domaine et examiner avec la CIADFOR-OIT la création d'un "groupe" d'expression portugaise;
- . Procéder à un échange d'information entre les pays et les organisations qui possèdent des centres offrant des possibilités de coopération dans le domaine de la formation;
- . Accorder une importance toute particulière à la formation d'instructeurs en vue d'obtenir immédiatement un effet multiplicateur de formation. La formation sera, de préférence, effectuée dans les pays avec l'appui des organisations spécialisées. Cet appui ne doit pas se borner à l'envoi de programmes et de matériel, mais doit aussi garantir un encadrement local;

- . Effectuer toutes les activités de formation industrielle dans une optique globale en considérant le fait que la main-d'oeuvre industrielle englobe tous les niveaux;
- . Indiquer les méthodes d'investigation basées sur l'expérience acquise dans certains pays;
- . Demander la collaboration des Nations Unies pour la préparation d'un catalogue des professions industrielles qualifiées pour ces pays.

Les participants au séminaire ont constaté que les structures de formation mises à leur disposition sont, dans la plupart des cas, incompatibles avec leurs niveaux actuels de développement, ce qui les rend impossibles à utiliser.

Les organisations internationales se doivent d'étudier la meilleure façon de réajuster et d'adapter graduellement ces possibilités de formation aux besoins des pays concernés, même si ce n'est que transitoirement.

L'intégration des femmes dans le secteur industriel de ces cinq pays présente des difficultés d'encadrement dues au nombre élevé d'analphabètes, dont les femmes constituent la grande majorité. Les institutions spécialisées doivent réaliser des études spécifiques dans ce domaine.

Etant donné les caractéristiques de la main-d'oeuvre dans les pays concernés et le manque de ressources techniques et financières, que les organisations internationales devraient mettre à leur disposition toutes les ressources nécessaires afin de satisfaire aux recommandations de ce séminaire.

Il serait souhaitable que l'ONUDI patronne un séminaire annuel pour les cinq pays, afin de seconder et d'évaluer les activités réalisées à la suite de ce séminaire et que des représentants des cinq pays concernés puissent rencontrer le directeur exécutif de l'ONUDI lors de la Conférence des ministres africains de l'industrie à Addis-Abéba.

DEUXIEME PARTIE - RESUME DES ETUDES PAR PAYS
PRESENTEES AU SEMINAIRE

ANGOLA

La situation du secteur industriel angolais était au moment où le pays a accédé à l'indépendance en 1975, des plus mauvaises : marasme généralisé, crise d'autorité, abandon ou faillite des entreprises, exode de la main-d'oeuvre qualifiée, difficultés d'approvisionnement, postes clefs détenus par du personnel peu qualifié.

Pour remédier au niveau très bas de l'instruction en général, des campagnes d'alphabétisation ont été organisées. Il s'imposait d'entreprendre aussi la formation des travailleurs à un niveau technique et culturel plus élevé.

Sur huit millions d'habitants, 53 % sont économiquement actifs et le secteur industriel fournit environ 21 % du PIB.

Pour surmonter les problèmes fondamentaux de formation, il s'est avéré nécessaire de définir une méthodologie, un programme d'enseignement et d'acquérir du matériel didactique. Le Département National de Formation des Cadres fut créé en 1978 et chargé de coordonner les activités de formation. On donna la priorité à la construction d'écoles. La formation professionnelle s'est réalisée dans les entreprises - en utilisant les ressources de la coopération internationale et des contracts d'assistance technique - et dans des centres rattachés aux entreprises. Des centres pilotes ont été mis en place, des stages à l'étranger organisés - qu'il conviendrait de réduire afin d'économiser des devises, les jeunes déjà formés à l'étranger pouvant à leur retour remplacer la main-d'oeuvre étrangère.

L'accent a été mis sur la formation des femmes et des jeunes au sein des unités de production.

Des contacts ont été établis avec des organismes et des entreprises d'autres pays (ONUDI, SENAI au Brésil, SIDA en Suède, COMERINT en Italie, NORMA au Portugal) pour échanger des expériences dans le domaine de la formation, recevoir une assistance, former des instructeurs, etc.

Les ressources financières proviennent en grande partie de l'Etat et sont complétées par des entreprises nationales ou des financements internationaux à travers des contrats bilatéraux.

L'Angola a proposé l'examen au cours du séminaire des points suivants :

- L'élaboration d'une terminologie commune dans le domaine de la formation professionnelle dans l'industrie;
- La création d'un manuel des professions de base, qui tienne compte du niveau actuel de développement des pays concernés;
- La création d'un organisme interrégional africain, dont l'objectif serait de créer des liens d'intérêt commun dans le domaine de la formation industrielle et le perfectionnement des techniciens concernés par cette activité, ainsi que la préparation de matériel didactique d'appui;
- La création par les pays africains d'expression portugaise d'un fonds d'investissement destiné à la formation professionnelle dans les futurs centres interrégionaux.
- Une augmentation considérable des investissements pour la formation industrielle dans la période de 1981-1985 de la part des Nations Unies.
- Un plus grand volume d'investissements industriels liés à la formation professionnelle.

CAP-VERT

Près des deux tiers de la population active du Cap-Vert vivent de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche artisanale, qui représentent environ 20 % dans la formation du capital fixe. Le PIB par habitant est à peu près de 170 dollars, auxquels s'ajoutent les envois de fonds des émigrants et l'aide internationale d'un montant du même ordre.

La reconstruction nationale sera basée sur les ressources humaines et centrée sur trois objectifs : la création d'une force de travail qualifiée; une politique d'investissement rigoureuse et de grande extension; la transformation des structures sociales héritées du colonialisme.

L'effort de production devant s'orienter prioritairement vers l'augmentation de la production agricole, d'autres secteurs doivent jouer un rôle important dans le processus de développement. L'industrie devra assurer la viabilité interne et externe de l'économie globale du Cap-Vert.

Les objectifs du Plan national de développement (1982-1985) sont : la satisfaction des besoins essentiels de la population (secteurs agro-alimentaires, vêtements, chaussures), la création d'une base technique nationale avec le développement du secteur métal-mécanique; la valorisation des ressources naturelles (secteur des matériaux de construction); l'expansion des exportations et prestations de services (industrie navale et industries dérivées de la prestation de services à la navigation).

Le principal problème réside dans le petit nombre de cadres et d'ouvriers qualifiés. Il est prioritaire d'y remédier.

Actuellement, avec la pêche industrielle, la main-d'oeuvre industrielle comprend près de 2 200 travailleurs, sans compter ceux de l'artisanat.

Parmi les emplois industriels, les plus nombreux sont ceux des industries agricoles et alimentaires qui groupent les activités liées à la pêche industrielle, à la production de produits dérivés de la canne à sucre et à l'amélioration de semences.

Dans les projets à l'étude, on doit signaler la construction prochaine d'un chantier naval de réparations et une cimenterie.

Un des axes du développement industriel sera l'industrie métal-mécanique.

Le recrutement de techniciens et ouvriers qualifiés étrangers pour garantir le fonctionnement des réalisations dans les premières années de formation locale, et un programme de formation de techniciens et ouvriers qualifiés à l'étranger sont nécessaires. La formation des cadres est une des grandes préoccupations du Gouvernement cap-verdien. Elle devra être réalisée à l'étranger, au moins au cours de la première phase.

Les programmes ou projets suivants sont importants pour la formation professionnelle industrielle : l'école de cabotage de Mindelo; la restructuration de l'école technique commerciale et industrielle du Mindelo et le programme de formation lié au projet CABNAVE-chantiers navals.

La coopération technique interrégionale peut présenter de grands avantages en utilisant soit les initiatives isolées, soit celles à l'échelon national ou même celles de centres nationaux spécialisés de formation.

Les possibilités de coopération régionale étant très vastes, ce séminaire devrait marquer le début d'un échange d'expériences et d'informations dans le domaine de la formation industrielle.

En outre, les entités nationales responsables de la coordination de la formation professionnelle devraient, après ce séminaire, faire une relation de tous les éléments de l'infrastructure de formation pédagogique existante pour échange de matériel pédagogique en parallèle avec la création ou l'extension de centres de documentation complémentaires aux activités directes de formation, coordonnés à l'échelon national.

GUINEE-BISSAU

En Guinée-Bissau, l'agriculture doit être considérée comme la base du développement et l'industrie comme le facteur dynamique de l'agriculture.

L'industrie aura donc un rôle important à remplir dans l'économie de la Guinée-Bissau. Elle devra aller à l'encontre des nécessités vitales du monde rural de façon à produire et placer sur le marché des articles de première nécessité. Pour le dynamisme et l'accroissement de la productivité dans l'agriculture, l'industrie devra se consacrer à la fabrication d'outils et d'engrais.

Si l'ensemble agriculture-industrie est la condition de base du développement industriel, le processus d'industrialisation dépend essentiellement des économies externes établies par des réseaux d'infrastructures économiques. Actuellement, l'installation des usines se fait sans l'existence d'économies externes, chaque usine devant affronter des séries de problèmes qui sont normalement du ressort externe.

Le problème des options technologiques se pose également. En effet, dans un pays où la compétence administrative et les cadres spécialisés sont peu nombreux et où la grande masse de la population n'a pas de connaissances de base pour utiliser la technologie moderne, une école de technologie adéquate et la définition de la forme pour l'introduire dans le pays constituent le problème clef.

La plupart des administrateurs de la Guinée-Bissau ne sont pas formés dans le domaine de la gestion; la majorité des firmes ne possèdent pas de comptabilité organisée. Il faut donc dresser un inventaire des besoins spécifiques de formation des entreprises et organiser avec l'Institut technique de formation professionnelle des cours dans le pays ou à l'étranger. Il n'existe pas de possibilités de formation pour cadres supérieurs dans le pays. Etant donné l'absence de capacité d'organisation, de planification et d'administration des firmes existantes il est conseillé de réduire le rythme de création d'entreprises et de se concentrer sur les activités servant à élever le niveau de productivité existant.

Le seul centre de formation viable en Guinée-Bissau est l'Institut technique de formation professionnelle (ITFP)

Des programmes ont déjà été réalisés dans le domaine de la capacité professionnelle et pour la formation des instructeurs ainsi que des cours d'apprentissage prévus pour 1980/81 en mécanique générale et ingénierie civile, et pour 1981/82 en électricité, mécanique-auto, charpenterie, commerce et secrétariat, des cours de formation pédagogiques et de capacité dans divers domaines.

D'autres programmes ont pour objectif la planification d'un système de formation pour l'agriculture, l'élevage et les forêts ainsi que la formation de cadres moyens dans les secteurs prioritaires, selon les besoins de développement du pays.

L'ITFP, qui a bénéficié d'aides diverses, se heurte cependant à des difficultés dont les principales sont : trouver des homologues nationaux qui puissent remplir les fonctions du personnel étranger au niveau directionnel; recruter du personnel technique national au niveau des instructeurs; la fourniture de matières premières pour la formation, l'équipement, etc.

Il est indispensable de prendre des mesures pour remédier à ces difficultés : réaliser les travaux nécessaires à l'installation d'un groupe électrogène; assurer l'approvisionnement de l'ITFP en eau; monter des réseaux de distribution; envisager le recrutement de techniciens; engager de nouveaux instructeurs (mécanique générale, mécanique-auto, électricité, ingénierie civile, canalisations, charpenterie).

MOZAMBIQUE

Le Mozambique a souffert de toutes les conséquences du système colonial, notamment la non-existence d'une main-d'oeuvre qualifiée qui puisse permettre le développement de l'économie du pays. La nécessité d'implanter de nouveaux projets se fait vivement sentir, mais malgré le potentiel déjà existant il est difficile de rentabiliser la production de divers secteurs économiques.

En ce qui concerne la réalisation du projet proposé par l'ONUDI, dans le cadre de la coopération entre les pays africains représentés au séminaire, les initiatives dans le domaine de la formation de main-d'oeuvre industrielle aux divers niveaux pourront être considérablement facilitées par l'utilisation commune d'investissements et d'infrastructures pour la formation à tous les niveaux, spécialement dans les domaines et spécialisations communs.

La main-d'oeuvre actuelle dans les diverses branches de l'industrie est estimée à environ 600 000 travailleurs, dont 123 000 sont employés dans les diverses branches de l'industrie minière et de l'industrie de transformation (énergie, mines, chimie et alimentation, métalo-mécanique, métallurgie, industrie légère). La proportion des travailleurs dans ce secteur représente 0,93 % de la population.

On prévoit une augmentation de la main-d'oeuvre de l'ordre de 13 % en 1985 et de 87 % en 1990 par rapport au chiffre actuel, grâce au projet de développement industriel.

Pour satisfaire le besoin de la formation de la main-d'oeuvre, le Mozambique a adopté un système national d'enseignement dont le but - surtout aux niveaux primaire et secondaire - est de donner la formation de base à partir de laquelle on peut accéder à la formation spécialisée.

Le fonctionnement de quelques grands projets de développement pourrait être assuré par la main-d'oeuvre spécialisée qui aura reçu une formation spécifique.

Suivant les cas et les niveaux demandés, cette formation pourra être faite à l'étranger ou dans le pays.

Etant donné la structure actuelle de la main-d'oeuvre industrielle, il est nécessaire d'assurer l'alphabétisation et l'instruction des adultes, la scolarisation, l'élévation du niveau de vie de l'ouvrier - sa qualification et sa spécialisation - par tous les moyens possibles.

L'introduction dans le pays de nouvelles technologies découlant du développement industriel et de l'accomplissement de quelques grands projets industriels exigeront cette formation.

Toutes les activités actuelles dans le pays sont axées sur l'organisation de cours destinés à apprendre aux travailleurs à utiliser les installations de production existantes et celles qui pourraient être créées à l'avenir. Toutes les activités de formation à l'étranger ont pour objet de former du personnel spécialisé pour qu'il soit capable de contribuer activement à l'accroissement de la capacité de formation du pays.

L'importance que le Mozambique accorde à la formation conduit au développement d'activités au niveau des centres spécifiques ou au niveau des secteurs de production.

Les projets de formation à court, moyen et long termes au Mozambique sont axés sur les trois points suivants : industrie d'appui à la socialisation du pays et structure coopérative; industrie lourde; industrie de construction de machines.

Pour réaliser cet objectif, le Mozambique prévoit à court et moyen termes que les activités à développer devront viser à intensifier les centres de formation dans le pays et à former de la main-d'oeuvre spécialisée à l'étranger. A long terme, la formation sera principalement nationale.

Pour la formation de la main-d'oeuvre industrielle, on compte actuellement sur les centres de formation (en phase d'installation, d'organisation et de stabilisation) dans les secteurs suivants : énergie électrique, industrie sucrière, industrie minière, géologie, boissons, zones d'exploitation des dérivés du pétrole, réparations navales.

Le centre de formation à l'énergie électrique (nouveau projet d'extension) et le centre de formation du secteur des boissons sont considérés comme des centres à intégrer dans le programme de coopération entre les cinq pays.

Dans le contexte du développement de la formation professionnelle, il est considéré comme prioritaire d'établir dans un futur proche des centres de formation dans les secteurs suivants : constructions mécaniques, ciment, textiles, meubles en bois, industrie de réfrigération et climatisation, industrie de réparations navales, extraction et traitement du sel.

Une des grandes difficultés du développement des projets de formation au Mozambique vient de la limitation des moyens financiers disponibles.

Les investissements dans un domaine comme celui de la formation devraient être à priori fournis par des institutions internationales créées à telle fin, car le Mozambique doit encourir de grandes dépenses pour engager des techniciens et des spécialistes étrangers.

L'important est de former le plus grand nombre possible de travailleurs, notamment de niveau moyen et de base, avec des cours d'une durée suffisante pour garantir une formation adéquate des travailleurs.

Il existe au Mozambique une base et une motivation suffisantes pour intégrer le problème de la formation dans le cadre du programme de coopération entre les pays représentés au séminaire.

Les carences dans le domaine de la formation qui se font sentir au Mozambique sont les mêmes que celles de ces pays. Il faut donc coordonner les schémas de formation professionnelle, afin de lutter en commun contre le sous-développement.

V. SAO TOME-ET-PRINCIPE

La promotion du développement technologique se fait à Sao Tomé-et-Principe suivant deux pôles : l'importation, l'adaptation, l'amélioration et le développement de la technologie d'une part, l'amélioration des techniques locales et la planification du niveau technique et des ressources humaines d'autre part. Le deuxième point soulève le problème de la main-d'oeuvre industrielle et de la formation des cadres, problème qui à Sao Tomé-et-Principe se pose avec une grande acuité. Le pays, étant essentiellement agricole et traditionnellement voué à la monoculture de produits primaires (cacao) exclusivement destinés à l'exportation, vit dans la dépendance de l'importation soit de produits de première nécessité, soit de biens de consommation et d'équipement.

Le MLSTP a défini trois objectifs de développement : l'autosuffisance alimentaire; la transformation primaire des produits d'exportation, l'élimination de l'analphabétisme et l'amélioration du niveau technique.

D'énormes efforts ont été faits pour transformer une économie agraire en une économie équilibrée et autosuffisante.

La situation industrielle est affligeante : petites unités artisanales avec un rendement très bas.

Une conception du développement industriel à moyen terme a été définie. Elle est orientée vers l'utilisation et la transformation de matières premières agricoles, la production de denrées alimentaires et la substitution des importations, l'intensification de la pêche.

Les problèmes sont dus au marché limité et au manque de main-d'oeuvre.

De grands efforts ont été réalisés en vue de la coopération internationale parfois sans succès.

L'approvisionnement de la population aura la priorité dans une première phase, ainsi que l'élimination de l'analphabétisme.

La formation des cadres est aussi programmée à tous les niveaux mais la formation au niveau moyen et supérieur ne peut se faire qu'à l'étranger.

